ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

Commission de l'économie,
des finances et du budget

Papeete, le 28 NOV. 2024

N° 131 - 2024

RAPPORT

relatif à une proposition de délibération portant adoption du budget de l'assemblée de la Polynésie française pour l'exercice 2025,

présenté au nom de la commission de l'économie, des finances et du budget,

par Monsieur le représentant Vincent MAONO

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les représentants,

Le projet de budget de l'assemblée de la Polynésie française présenté pour l'exercice 2025 est construit en tenant compte des paramètres suivants :

1. Une progression limitée à celle de l'évolution prévisible des recettes ordinaires inscrites dans le projet de budget général de la Polynésie française pour l'année 2025, soit un taux directeur de + 2,3 % (+ 55 399 410 F CFP) ;
2. Une volonté de s'inscrire dans une démarche de performance en affichant davantage de transparence, en rationalisant les dépenses de notre institution, avec comme objectif l'utilisation efficiente des deniers publics.

Il en ressort un projet dont le montant total des crédits alloués au budget de l'assemblée en 2025 s'élève à la somme de **2 537 669 410 F CFP** toutes sections confondues, se répartissant comme suit :

- 2 464 069 410 F CFP en section de fonctionnement ;
- 73 600 000 F CFP en crédits de paiement, pour la section d'investissement.

I – SECTION DE FONCTIONNEMENT

Les ressources de fonctionnement pour l'exercice 2025 proviennent de la dotation de fonctionnement sollicitée au budget de la Polynésie française et qui s'élèvera à **2 464 069 410 F CFP**, soit une augmentation de 2,3 % de la dotation versée à l'institution au titre de l'exercice 2024.

Ces ressources permettent de financer les dépenses suivantes :

Mission 960 « Pouvoirs Publics » 1 417 500 000 F CFP

Les sommes inscrites à cette mission sont en hausse de 23 280 000 F CFP, soit + 1,67 %, pour permettre notamment l'organisation de colloques (*honoraires et frais de transport et d'hébergement d'experts*), à hauteur de 7 000 000 F CFP, et des dépenses liées aux travaux de la commission d'évaluation des politiques publiques (*frais de transport et honoraires d'experts*), à hauteur de 1 500 000 F CFP.

La répartition des crédits entre les différents articles de cette mission est effectuée de la manière suivante :

1. Article 606 « *Achats non stockés de matières et fournitures* »..... 3 000 000 F CFP
Ces crédits, où s'imputent les achats de fournitures ou de consommables de bureau demandés par les élus dans la limite d'un quota annuel défini en interne, sont reconduits à l'identique.
2. Article 613 « *Locations* ».....15 780 000 F CFP
Ces crédits couvrent les locations immobilières ou mobilières et enregistrent une augmentation de 14 780 000 F CFP.
3. Article 6184 « *Frais de formation* ».....2 000 000 F CFP
Ces crédits destinés aux frais de formation des élus sont reconduits à l'identique.
4. Article 623 « *Publicité, publications, relations publiques* ».....14 400 000 F CFP
Ces crédits, destinés à financer les frais d'annonces, d'imprimés, de catalogue et de publications diverses, ainsi que les dépenses engagées à l'occasion des fêtes et cérémonies ou pour l'organisation de colloques, sont en augmentation de 3 000 000 F CFP.
5. Article 624 « *Transports* ».....33 720 000 F CFP
Ces crédits couvrent la prise en charge du transport des élus pour remplir leurs obligations de présence aux réunions de l'assemblée de la Polynésie française ou des commissions extérieures dont ils sont membres, et les autres déplacements liés à leur mandat. Ce poste de dépense est en augmentation de 1 500 000 F CFP dont 1 000 000 F CFP pour l'organisation de colloques et 500 000 F CFP pour les frais de transport de la commission d'évaluation des politiques publiques.
6. Article 625 « *Déplacements et missions* ».....2 000 000 F CFP
Ces crédits supplémentaires sont destinés au financement des frais de transport et d'hébergement d'experts dans le cadre de l'organisation de colloques.
7. Article 626 « *Frais postaux et frais de télécommunications* »..... 30 000 000 F CFP
Ces crédits couvrent les dépenses de frais de télécommunication de l' institution. Après une baisse de 2 000 000 F CFP en 2024, le montant de ces crédits est reconduit à l'identique.
8. Article 628 « *Divers – Autres services extérieurs* »..... 10 250 000 F CFP
Ces crédits servent notamment à régler les honoraires des experts comptables chargés d'établir les comptes des groupes politiques, ainsi que les frais liés au recours à des prestataires spécialisés ou experts pour les besoins des colloques, des missions d'information, des commissions d'enquête, de la commission d'évaluation des politiques publiques ou de la commission spéciale sur la décolonisation.
9. Article 641 11 « *Rémunération brute* »..... 58 000 000 F CFP
Cette enveloppe, qui permet de couvrir les rémunérations du personnel du cabinet du président (cf. tableau dans l'état d'information n° 1), est reconduite à l'identique.
10. Article 645 « *Charges sociales* » 15 420 000 F CFP
Ces crédits, qui servent au règlement des cotisations sociales des personnels du cabinet du président de l'assemblée de la Polynésie française, sont également reconduits à l'identique.
11. Article 653 1 « *Indemnités* » 499 738 000 F CFP
Ces crédits destinés au règlement des indemnités des représentants sont reconduits à l'identique.
12. Article 653 2 « *Frais de mission et de déplacement* »8 000 000 F CFP
Ces crédits permettent de couvrir les frais de mission des élus, et après une diminution de 20 % en 2024, ceux-ci sont reconduits à l'identique.
13. Article 653 3 « *Cotisations et pensions de retraite* » 64 730 000 F CFP
Ces crédits accueillent le paiement des cotisations versées à l'organisme « AXA Assurances » au titre de la retraite par capitalisation des élus.

14. Article 653 4 « *Cotisations sociales* »..... 76 479 000 F CFP
Ces crédits, qui servent à régler les cotisations des élus à la caisse de prévoyance sociale et à la sécurité sociale, ont été reconduits.
15. Article 658 62 « *Dotations aux groupes d'élus* » 85 325 000 F CFP
Les moyens financiers des groupes sont constitués d'une dotation fixe correspondant au double du crédit collaborateur mensuel alloué à un représentant et d'une dotation variable équivalente au traitement brut afférent à l'indice 61 de la fonction publique territoriale multipliée par le nombre de représentants appartenant au groupe (cf. article 74 du règlement intérieur).
16. Article 658 63 « *Collaborateurs des élus* » 399 840 000 F CFP
Le règlement intérieur de l'assemblée prévoit la mise à disposition d'un crédit mensuel équivalent à 531 fois la valeur du point d'indice de la fonction publique territoriale à chaque représentant, et d'un crédit collaborateur supplémentaire pour les vice-présidents de l'assemblée, le président de la commission permanente, les présidents de commissions législatives et le président de la commission de contrôle budgétaire et financier.
17. Article 658 64 « *Charges patronales des collaborateurs* ».....98 818 000 F CFP
Ces crédits servent à régler les cotisations sociales des collaborateurs des élus et sont reconduits à l'identique.

S'agissant du programme 96012 « **Missions et Moyens des élus** », les crédits alloués pour un montant total de 17 500 000 F CFP sont répartis dans les conditions ci-après :

Les dépenses liées aux visites de travail sont limitées à 6 000 000 F CFP et ventilées sur les différents postes de dépenses autorisées par le règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française.

Les dépenses nécessaires aux missions d'information, aux commissions d'enquête et à la commission spéciale sur la décolonisation, sont limitées à un maximum de 10 000 000 F CFP soit un budget unitaire de 2 000 000 F CFP aux fins d'en encadrer les coûts, d'optimiser les outils mis à leur disposition et d'assurer une transparence des dépenses engendrées.

Enfin, les dépenses liées aux travaux de la commission d'évaluation des politiques publiques (frais de transport et honoraires d'experts sont évaluées à 1 500 000 F CFP.

Mission 961 « Moyens internes » 191 300 000 F CFP

Les sommes inscrites à cette mission augmentent de 26 100 000 F CFP par rapport au budget primitif de 2024 en raison de la prise en compte de l'amortissement de l'immeuble Tetunae.

18. Article 606 « *Achats non stockés de matières et fournitures* »..... 45 000 000 F CFP
Cet article regroupe les produits pharmaceutiques et d'hygiène, l'alimentation, l'habillement, les carburants et produits de garage, les combustibles, les produits d'entretien ménager, les fournitures de voierie, les fournitures de bureau, les autres denrées et fournitures consommées, l'acquisition de matériel, outillage et mobilier, l'électricité, l'eau et le gaz. Les crédits inscrits sont reconduits à l'identique.
19. Article 615 « *Entretien et réparations* »..... 20 000 000 F CFP
Les crédits d'entretien et de réparations augmentent de 11 % et sont destinés à rémunérer notamment des prestataires extérieurs pour les réparations et l'entretien de climatiseurs, de photocopieurs et des ascenseurs.
20. Article 616 « *Primes d'assurances* »..... 4 200 000 F CFP
Ces charges sont réévaluées de 5 % par rapport au budget primitif de 2024 et couvrent les primes d'assurances des installations de production photovoltaïque, l'assurance de l'immeuble administratif et du site de Tarahoi, ainsi que les assurances du parc automobile de l'assemblée.
21. Article 618 « *Divers services extérieurs* »..... 3 000 000 F CFP
Cet article concerne notamment les frais de documentation technique et générale et est en hausse de 11,11 % par rapport au budget primitif de 2024.

22. Article 622 « *Rémunérations d'intermédiaires et honoraires* »..... 1 000 000 F CFP
Ces crédits accueillent les dépenses relatives aux frais d'actes et de contentieux et sont reconduits à l'identique.
23. Article 623 « *Publicité, publications, relations publiques* »..... 1 000 000 F CFP
Cet article regroupe aussi bien les dépenses de fêtes et cérémonies que les impressions, reliures et autres prestations de services.
24. Article 624 « *Transports* »..... 1 800 000 F CFP
Ces crédits permettent l'envoi d'agents fonctionnaires en mission à l'Assemblée Nationale, au Sénat, dans le Pacifique ou dans le cadre de la coopération interparlementaire. Ils sont reconduits à l'identique.
25. Article 625 « *Déplacements et missions* ».....4 500 000 F CFP
Ces crédits, qui permettent le règlement des indemnités de déplacement des agents, sont au même niveau qu'au budget primitif de 2024.
26. Article 626 « *Frais postaux et frais de télécommunications* »..... 8 000 000 F CFP
Ces crédits, reconduits à l'identique, servent à couvrir les dépenses liées au standard téléphonique et aux liaisons spécialisées des services administratifs.
27. Article 628 « *Divers – Autres services extérieurs* »..... 29 000 000 F CFP
Ces crédits sont reconduits à l'identique par rapport au budget primitif de 2024.
28. Article 658 « *Charges diverses de gestion courante* »..... 200 000 F CFP
Cet article reconduit à l'identique concerne des charges diverses de gestion courante et des redevances pour des licences informatiques.
29. Article 681 « *Dotation aux amortissements et aux provisions* »..... 73 600 000 F CFP
Ces prévisions, calculées sur la base des amortissements des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles, sont en augmentation de 23 600 000 F CFP en raison de l'amortissement de l'immeuble Tetunae.
- Mission 962 « Personnel »855 269 410 F CFP**

Les crédits inscrits pour cette mission augmentent de 6 019 410 F CFP, soit + 0,71 % par rapport au budget primitif de 2024, en raison notamment de l'impact du glissement vieillesse technicité (GVT) et d'un abondement de 1 000 000 F CFP des frais de formation du personnel administratif.

Par article, les besoins sont les suivants :

30. Article 618 4 « *Frais de formation* ».....5 000 000 F CFP
Cette enveloppe, en augmentation de 1 000 000 F CFP, permet de dispenser des formations au personnel administratif, et notamment celles qui sont obligatoires dans le domaine de la sécurité.
31. Article 641 11 « *Rémunération brute* »..... 663 600 000 F CFP
Les crédits de cet article sont en augmentation de 4 000 000 F CFP et tiennent compte des effets du glissement vieillesse technicité. Pour mémoire, au 1^{er} octobre 2024, le nombre des emplois permanents inscrits au budget de l'assemblée était de 119 dont 113 pourvus et 6 vacants. Sans surcoût, un poste de catégorie C adjoint administratif/agent technique du service de la communication, du protocole et de la sécurité sera transformé en un poste de catégorie D agent de bureau/aide technique, suite au départ à la retraite d'un agent de ce service. Également sans surcoût, un poste de catégorie D agent de bureau/aide technique sera transformé en un poste de catégorie B secrétaire d'administration/technicien pour renforcer le service de l'informatique et des systèmes d'information.
32. Article 641 3 « *Personnel non titulaire* »..... 700 000 F CFP
Cet article permet de financer le recrutement de personnel en surcroît d'activité et est reconduit à l'identique.

33. Article 645 « *Charges sociales* » **182 500 000 F CFP**
Ces crédits, en augmentation de 0,55 %, résultent d'un calcul des charges sociales du personnel administratif et sont estimées par rapport aux rémunérations brutes inscrites à l'article 641 11.
34. Article 647 « *Autres charges sociales* » **1 000 000 F CFP**
Ce poste est reconduit à l'identique et couvre les dépenses relatives la médecine préventive concernant les personnels permanents.
35. Article 652 12 « *Emploi et insertion professionnelle* » **2 469 410 F CFP**
Ces crédits sont destinés au règlement des gratifications versées aux étudiants bénéficiant du dispositif Jeunes Cadres Polynésien (JCP) ou d'un stage rémunéré en application du statut du personnel de l'assemblée. Ils sont reconduits.

II – SECTION D'INVESTISSEMENT

Les recettes proviennent de la dotation aux amortissements à hauteur de 73 600 000 F CFP.

Les dépenses d'investissement se décomposent de la manière suivante :

36. **Les autorisations de programme** **73 600 000 F CFP**
Une nouvelle AP de 23 600 000 F CFP intitulée « Matériel et outillage » et une nouvelle AP de 50 000 000 F CFP intitulée « Travaux » sont prévues.
37. **Les crédits de paiement** **73 600 000 F CFP**
Les crédits de paiement inscrits à la mission 900 se décomposent de la manière suivante : 73 600 000 F CFP sur les deux opérations nouvelles ci-dessus, à répartir selon les besoins et l'avancement des travaux.

*
* *

L'examen de ce dossier en commission de l'économie, des finances et du budget le 26 novembre 2024 a donné lieu à des débats portant principalement sur les difficultés liées à une gestion optimale des espaces de l'assemblée et la nécessité d'inscrire cette problématique dans le cadre d'une réflexion sur un programme plus large de réaménagement urbain englobant l'ensemble de la zone entourant l'institution.

À l'issue des débats, la présente proposition de délibération, telle qu'amendée par la commission, a recueilli un vote favorable unanime et il est donc proposé à l'assemblée de la Polynésie française de l'adopter.

LE RAPPORTEUR

Vincent MAONO

**ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

PROPOSITION DE DÉLIBÉRATION N°

/APF

DU

portant adoption du budget de l'assemblée de la Polynésie française
pour l'exercice 2025

L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2021-9 du 1^{er} février 2021 relative au régime budgétaire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2021-49 APF du 29 avril 2021 complétant la loi du pays n° 2021-9 du 1^{er} février 2021 relative au régime budgétaire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2024- APF du relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu l'avis du comité technique paritaire en date du 19 novembre 2024 ;

Vu la proposition de délibération déposée par M. Antony GEROS, Président de l'assemblée de la Polynésie française, et enregistrée au secrétariat général de l'assemblée de la Polynésie française sous le numéro 11875 du 20 novembre 2024 ;

Vu la lettre n° /2024/APF/SG du portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° du de la commission de l'économie, des finances et du budget ;

Dans sa séance du

A D O P T E :

PREMIÈRE PARTIE

Les conditions générales de l'équilibre réel

Article 1^{er}.- Les recettes sont évaluées et les plafonds de dépenses sont fixés par section, comme suit :

	Recettes	Dépenses
Section de fonctionnement	2 464 069 410	2 464 069 410
Section d'investissement	73 600 000	73 600 000
TOTAL	2 537 669 410	2 537 669 410

DEUXIÈME PARTIE

Les moyens alloués et dispositions diverses

Article 2.- Le montant des recettes de fonctionnement est évalué par mission, comme suit :

Mission	Intitulé	Montant (F CFP)
961	Moyens internes	2 464 069 410
	Total	2 464 069 410

Article 3.- Pour l'exercice 2025, un poste de catégorie C adjoint administratif/agent technique du service de la communication du protocole et de la sécurité est transformé en un poste de catégorie D agent de bureau/aide technique. Un poste de catégorie D agent de bureau/aide technique du service de l'informatique et des systèmes d'information est transformé en un poste de catégorie B secrétaire d'administration/technicien.

Article 4.- Le montant des crédits de fonctionnement est fixé par mission, comme suit :

Mission	Intitulé	Montant (F CFP)
960	Pouvoirs publics	1 417 500 000
961	Moyens internes	191 300 000
962	Personnel	855 269 410
	Total	2 464 069 410

Article 5.- Le montant des recettes d'investissement est évalué par mission, comme suit :

Mission	Intitulé	Montant (F CFP)
900	Pouvoirs publics	73 600 000
	Total	73 600 000

Article 6.- Les mesures nouvelles relatives aux autorisations de programmes et à leurs montants respectifs sont fixées par unité individualisée et par mission, comme suit :

Mission	Programme	AP	Intitulé	Montant en + (F CFP)
900			Pouvoirs publics	
	90002		Assemblée de la Polynésie française	
		1.2025	Matériel et outillage	23 600 000
		2.2025	Travaux	50 000 000
			Total mission 900	73 600 000

Article 7.- Le montant des crédits de paiement est fixé par mission, comme suit :

Mission	Intitulé	Montant en + (F CFP)
900	Pouvoirs publics	73 600 000
	Total	73 600 000

Article 8.- Le Président de l'assemblée de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,

Odette HOMAI

Le Président,

Antony GEROS

ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE
BUDGET DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PROJET DE BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT

EXERCICE 2025

**ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE
PROJET DE BUDGET EXERCICE 2025
SECTION DE FONCTIONNEMENT (en FCP)**

Date 26/11/2024

Page 3

BUDGET DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

POUVOIR PUBLICS		MISSION : 960		
MISSION / ART	LIBELLE	BUDGET PRIMITIF 2024	AJUSTEMENTS & MESURES NOUVELLES	PROPOSITIONS BUDGET 2025
	DEPENSES			
	DEPENSES DIRECTES			
606	Achats non stockés de matières et fournitures	3 000 000		3 000 000
613	Locations	1 000 000	14 780 000	15 780 000
6184	Frais de formation	2 000 000		2 000 000
623	Publicité, publications, relations publiques	11 400 000	3 000 000	14 400 000
624	Transports	32 220 000	1 500 000	33 720 000
625	Déplacements et missions		2 000 000	2 000 000
626	Frais postaux et frais de télécommunications	30 000 000		30 000 000
628	Divers - Autres services extérieurs	8 250 000	2 000 000	10 250 000
64111	Rémunération brute	58 000 000		58 000 000
645	Charges sociales	15 420 000		15 420 000
6531	Indemnités	499 738 000		499 738 000
6532	Frais de mission et de déplacement	8 000 000		8 000 000
6533	Cotisations et pensions de retraite	64 730 000		64 730 000
6534	Cotisations sociales	76 479 000		76 479 000
65862	Dotation aux groupes d'élus	85 325 000		85 325 000
65863	Collaborateurs des élus	399 840 000		399 840 000
65864	Charges patronales des collaborateurs	98 818 000		98 818 000
	Total DEPENSES DIRECTES	1 394 220 000	23 280 000	1 417 500 000
	TOTAL DEPENSES	1 394 220 000	23 280 000	1 417 500 000
	DEFICIT	1 394 220 000	23 280 000	1 417 500 000

DETAIL PAR PROGRAMMES (EN MILLIERS DE FRANCS CFP)											
ARTICLES											96101 FINANCES
606											45 000
615											20 000
616											4 200
618											3 000
622											1 000
623											1 000
624											1 800
625											4 500
626											8 000
628											29 000
658											200
681											73 600
											191 300
											191 300
7412											2 464 069
											2 464 069
											2 464 069
											2 272 769

**ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE
PROJET DE BUDGET EXERCICE 2025
SECTION DE FONCTIONNEMENT (en FCP)**

Date 26/11/2024

Page 5

BUDGET DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

MOYENS INTERNES		MISSION : 961		
MISSION / ART	LIBELLE	BUDGET PRIMITIF 2024	AJUSTEMENTS & MESURES NOUVELLES	PROPOSITIONS BUDGET 2025
DEPENSES				
DEPENSES DIRECTES				
606	Achats non stockés de matières et fournitures	45 000 000		45 000 000
615	Entretien et réparations	18 000 000	2 000 000	20 000 000
616	Primes d'assurances	4 000 000	200 000	4 200 000
618	Divers services extérieurs	2 700 000	300 000	3 000 000
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 000 000		1 000 000
623	Publicité, publications, relations publiques	1 000 000		1 000 000
624	Transports	1 800 000		1 800 000
625	Déplacements et missions	4 500 000		4 500 000
626	Frais postaux et frais de télécommunications	8 000 000		8 000 000
628	Divers - Autres services extérieurs	29 000 000		29 000 000
658	Charges diverses de gestion courante	200 000		200 000
681	Dotat° amort. & aux provis° - Charges de fct	50 000 000	23 600 000	73 600 000
	Total DEPENSES DIRECTES	165 200 000	26 100 000	191 300 000
TOTAL DEPENSES		165 200 000	26 100 000	191 300 000
RECETTES				
RECETTES DIRECTES				
7412	Dotation forfaitaire de la Polynésie française	2 408 670 000	55 399 410	2 464 069 410
	Total RECETTES DIRECTES	2 408 670 000	55 399 410	2 464 069 410
TOTAL RECETTES		2 408 670 000	55 399 410	2 464 069 410
EXCEDENT		2 243 470 000	29 299 410	2 272 769 410

**ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE
PROJET DE BUDGET EXERCICE 2025
SECTION DE FONCTIONNEMENT (en FCP)**

Date 26/11/2024

Page 7

BUDGET DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PERSONNEL		MISSION : 962		
MISSION / ART	LIBELLE	BUDGET PRIMITIF 2024	AJUSTEMENTS & MESURES NOUVELLES	PROPOSITIONS BUDGET 2025
	DEPENSES			
	DEPENSES DIRECTES			
6184	Frais de formation	4 000 000	1 000 000	5 000 000
64111	Rémunération brute	659 600 000	4 000 000	663 600 000
6413	Personnel non titulaire	700 000		700 000
645	Charges sociales	181 500 000	1 000 000	182 500 000
647	Autres charges sociales	1 000 000		1 000 000
65212	emploi et insertion professionnelle	2 450 000	19 410	2 469 410
	Total DEPENSES DIRECTES	849 250 000	6 019 410	855 269 410
	TOTAL DEPENSES	849 250 000	6 019 410	855 269 410
	DEFICIT	849 250 000	6 019 410	855 269 410

BALANCE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (EN FCP)
EXERCICE 2025

BUDGET DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

		DPSSES DIRECTES	%DEP	RCTES DIRECTES	%REC	TOT DEPENSES	TOT RECETTES
	960 POUVOIR PUBLICS	1 417 500 000	57,53	0	0,00	1 417 500 000	0
	961 MOYENS INTERNES	191 300 000	7,76	2 464 069 410	100,00	191 300 000	2 464 069 410
	962 PERSONNEL	855 269 410	34,71	0	0,00	855 269 410	0
		2 464 069 410	100,00	2 464 069 410	100,00	2 464 069 410	2 464 069 410
	TOTAL GENERAL	2 464 069 410		2 464 069 410		2 464 069 410	2 464 069 410

ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE
BUDGET DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PROJET DE BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT

EXERCICE 2025

**ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE
PROJET DE BUDGET EXERCICE 2025
SECTION D'INVESTISSEMENT (en FCP)**

Date 26/11/24

Page 1

BUDGET DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

POUVOIRS PUBLICS					MISSION : 900
PROGRAMME / AP / ART	LIBELLES	AP SERVICES VOTES	AP MESURES NOUVELLES	TOTAL DES AP	CREDITS DE PAIEMENT
	DEPENSES				
1.2025	Matériel et outillage		23 600 000	23 600 000	
2.2025	Travaux		50 000 000	50 000 000	
90002 ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANCAISE			73 600 000	73 600 000	
			TOTAL DEPENSES.....	73 600 000	73 600 000
	RECETTES				
281	Amortissements des immobilisations corporelles				73 600 000
			TOTAL RECETTES.....		73 600 000
			RESULTAT.....		0

**BALANCE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (EN FCP)
EXERCICE 2025**

BUDGET DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE		DEPENSES	% TOT	RECETTES	% TOT
900	POUVOIRS PUBLICS	73 600 000	100	73 600 000	100
TOTAL GENERAL		73 600 000	100	73 600 000	100

BALANCE GENERALE DU BUDGET DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE (en FCP)
EXERCICE 2025

BUDGET DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARTICLE	LIBELLES	MOUVEMENTS BUDGETAIRES				MOUVEMENTS REELS				MOUVEMENTS D'ORDRE			
		DEPENSES	%	RECETTES	%	DEPENSES	%	RECETTES	%	DEPENSES	%	RECETTES	%
SECTION INVESTISSEMENT		73 600 000	100,00	73 600 000	100,00	73 600 000	100,00	73 600 000	100,00				
21	Immobilisations corporelles	23 600 000	32,07			23 600 000	32,07						
23	Immobilisations en cours	50 000 000	67,93			50 000 000	67,93						
28	Amortissements des immobilisations			73 600 000	100,00			73 600 000	100,00				
SECTION FONCTIONNEMENT		2 464 069 410	100,00	2 464 069 410	100,00	2 390 469 410	100,00	2 464 069 410	100,00	73 600 000	100,00		
60	Achats et variation des stocks	48 000 000	1,95			48 000 000	2,01						
61	Services extérieurs	49 980 000	2,03			49 980 000	2,09						
62	Autres services extérieurs	135 670 000	5,51			135 670 000	5,68						
64	Charges de personnel	921 220 000	37,39			921 220 000	38,54						
65	Autres charges d'activité	1 235 599 410	50,14			1 235 599 410	51,69						
68	Dotations aux amortissements et provisions	73 600 000	2,99							73 600 000	100,00		
74	Dotations et participations			2 464 069 410	100,00			2 464 069 410	100,00				
TOTAL GENERAL		2 537 669 410		2 537 669 410		2 464 069 410		2 537 669 410		73 600 000		0	

Etat d'information n°1

Situation des postes budgétaires au 1er octobre 2024
Institution : Assemblée de la Polynésie française

Imputation	Nombre	Statut	Intitulé du poste	Postes pourvus	Postes gelés	Postes vacants
Chapitre 962 Article 641	31	A	Secrétaire général Secrétaire général adjoint Chef de service Administrateur	1 1 7 18		4
	34	B	Secrétaire d'administration Technicien	34		0
	11	C	Adjoint administratif Agent technique	10		1
	42	D	Agent de bureau Aide technique	41		1
	1	CC5	Personnel de service	1		
	119			113		6

Imputation	Nombre	Statut	Postes pourvus					Postes gelés	Postes vacants
			Titulaires FP APF	ANFA	Détachés FPT	Fonction- naires stagiaires	ANT		
Chapitre 962 Article 641	31	A	14		3		10		4
	34	B	26				8		0
	11	C	10						1
	42	D	30			2	9		1
	1	CC5		1					
	119		80	1	3	2	27	0	6

Situation du personnel de cabinet au 1er octobre 2024

Imputation	Groupe	Intitulé du poste	Postes
Chapitre 960 Article 641	1	Directeur de cabinet	1
	2	Chef du secrétariat particulier	1
	3	Chargé de mission	2
	3	Assistant de cabinet	1
			5

Etat d'information n°2

Créations et transformations de postes

I- Emplois permanents

Statut	Catégorie	Intitulé de poste	Créations	Suppressions
FP APF	A	Administrateur		
FP APF	B	Secrétaire d'administration / Technicien	1	
FP APF	C	Adjoint administratif / Agent technique		1
FP APF	D	Agent de bureau / Aide technique	1	1
ANFA	CC5	Personnel de service		
Total			2	2

*Transformation des postes à compter du 1er mai 2025

II- Emplois non permanents d'une durée supérieure ou égale à un an

Statut	Catégorie	Intitulé de poste	Créations	Suppressions
FP APF	A	Administrateur		
FP APF	B	Secrétaire d'administration / Technicien		
FP APF	C	Adjoint administratif / Agent technique		
FP APF	D	Agent de bureau / Aide technique		
Total			0	0

Etat d'information n° 3

Recettes-Section de fonctionnement - Exercice 2025

Mission	Article	Libellé	Montant
961	7412	Dotation forfaitaire de la Polynésie française	2 464 069 410
		Total mission 961	2 464 069 410
		TOTAL GÉNÉRAL	2 464 069 410

Etat d'information n° 4

Dépenses - Section de fonctionnement - Exercice 2025

Mission	Article	Libellés	Budget 2024	Budget 2025	%	ventilation chapitre 960 en 2025	
						96002 APF	96012 APF <i>missions et moyens des élus</i>
960		Pouvoirs publics					
	606	Achats non stockés de matières et fournitures	3 000 000	3 000 000	0,00%	3 000 000	
	613	Locations	1 000 000	15 780 000	1478,00%	15 280 000	500 000
	6184	Frais de formation	2 000 000	2 000 000	0,00%	2 000 000	
	623	Publicité, publications, relations publiques	11 400 000	14 400 000	26,32%	10 900 000	3 500 000
	624	Transports	32 220 000	33 720 000	4,66%	30 220 000	3 500 000
	625	Déplacements et missions		2 000 000		2 000 000	
	626	Frais postaux et frais de télécommunications	30 000 000	30 000 000	0,00%	30 000 000	
	628	Divers-Autres services extérieurs	8 250 000	10 250 000	24,24%	2 250 000	8 000 000
	64111	Rémunération brute	58 000 000	58 000 000	0,00%	58 000 000	
	645	Charges sociales	15 420 000	15 420 000	0,00%	15 420 000	
	6531	Indemnités des représentants	499 738 000	499 738 000	0,00%	499 738 000	
	6532	Frais de mission et de déplacement	8 000 000	8 000 000	0,00%	6 000 000	2 000 000
	6533	Cotisations et pensions de retraite	64 730 000	64 730 000	0,00%	64 730 000	
	6534	Cotisations sociales	76 479 000	76 479 000	0,00%	76 479 000	
	65862	Dotations aux groupes d'élus	85 325 000	85 325 000	0,00%	85 325 000	
	65863	Collaborateurs des élus	399 840 000	399 840 000	0,00%	399 840 000	
	65864	Charges patronales des collaborateurs	98 818 000	98 818 000	0,00%	98 818 000	
		Total mission 960 Pouvoirs publics	1 394 220 000	1 417 500 000	1,67%	1 400 000 000	17 500 000
961		Moyens internes					
	606	Achats non stockés de matières et fournitures	45 000 000	45 000 000	0,00%		
	615	Entretien et réparations	18 000 000	20 000 000	11,11%		
	616	Primes d'assurances	4 000 000	4 200 000	5,00%		
	618	Divers services extérieurs	2 700 000	3 000 000	11,11%		
	622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 000 000	1 000 000	0,00%		
	623	Publicité, publications, relations publiques	1 000 000	1 000 000	0,00%		
	624	Transports	1 800 000	1 800 000	0,00%		
	625	Déplacements et missions	4 500 000	4 500 000	0,00%		
	626	Frais postaux et frais de télécommunications	8 000 000	8 000 000	0,00%		
	628	Divers-Autres services extérieurs	29 000 000	29 000 000	0,00%		
	658	Charges diverses de gestion courante	200 000	200 000	0,00%		
	681	Dotations aux amortissements et aux provisions	50 000 000	73 600 000	47,20%		
		Total mission 961 Moyens internes	165 200 000	191 300 000	15,80%		
962		Personnel					
	6184	Frais de formation	4 000 000	5 000 000	25,00%		
	64111	Rémunération brute	659 600 000	663 600 000	0,61%		
	6413	Personnel non titulaire	700 000	700 000	0,00%		
	645	Charges sociales	181 500 000	182 500 000	0,55%		
	647	Autres charges sociales	1 000 000	1 000 000	0,00%		
	65212	Emploi et insertion professionnelle	2 450 000	2 469 410	0,79%		
		Total mission 962 Personnel	849 250 000	855 269 410	0,71%		
		TOTAL GÉNÉRAL	2 408 670 000	2 464 069 410	2,30%		

55 399 410

Etat d'information n° 5

Recettes - Section d'investissement - Exercice 2025

Mission	Article	Libellés	Montant
900	281	Amortissement des immobilisations corporelles	73 600 000
		Total mission 900	73 600 000

Dépenses - Section d'Investissement - Exercice 2025

Mission	OP	Libellés	AP 2025 mesures nouvelles	CP 2025
900				
	1.2025	Matériel et outillage	23 600 000	23 600 000
	2.2025	Travaux	50 000 000	50 000 000
		Total mission 900	73 600 000	73 600 000